

Union interparlementaire : Cuba demande la fin du blocus américain



Mari a ratifié l'engagement pour la défense du multilatéralisme.

Photo tirée de CubaMinrex

La Havane, 26 oct (RHC) La vice-présidente de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire de Cuba, Ana María Mari, a dénoncé jeudi à Luanda le blocus économique, commercial et financier des États-Unis, parce qu'il est le principal obstacle au développement de son pays, et a exigé qu'il soit levé.

Lors de son intervention au débat général de la 147e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP), la députée a indiqué qu'à cette politique d'agression s'ajoutent 243 mesures coercitives et l'inscription sur la liste fallacieuse des nations qui soutiendraient le terrorisme.

"Cela a un impact négatif sur les conditions de l'économie nationale, le progrès du pays, la santé et le bien-être de la population.

"Malgré cela, Cuba a réussi à progresser dans la mise en œuvre et la réalisation des Objectifs de développement durable", a souligné la vice-présidente du Parlement, et a ratifié la volonté et la capacité de l'île à continuer à coopérer avec d'autres nations.

À cet égard, elle a mentionné que "les grands problèmes auxquels l'humanité est confrontée ne peuvent être résolus que par la coopération et la solidarité, et non par la force et la confrontation".

Elle a ajouté que le droit de vivre en paix et en sécurité, dans la justice et la liberté, est actuellement menacé par les effets des crises mondiales multidimensionnelles et interconnectées, exacerbées par la récente pandémie, qui exige une plus grande efficacité, compréhension et unité de la part des gouvernements.

Maria Mari a réaffirmé son engagement à défendre le multilatéralisme, à rejeter toutes les guerres, y compris les guerres non conventionnelles, les tentatives de réimposer un ordre international unipolaire et le pillage des ressources naturelles.

Elle a également condamné l'imposition de mesures coercitives unilatérales, les pressions de toutes sortes et toutes les agressions qui sapent la paix et la stabilité internationales et ne respectent pas les dispositions de la Charte des Nations unies.

Elle a indiqué que le peuple cubain, par l'intermédiaire de ses institutions politiques et de ses organisations de la société civile, dans le cadre de ses dispositions légales, participe à l'exercice et au contrôle actif du gouvernement.

Cela s'accompagne d'une amélioration permanente de ses institutions, par le biais de politiques, de lois et de programmes à caractère populaire et participatif.

Le parlementaire a également adressé des mots d'affection à l'Angola, hôte de la réunion de l'UIP, et au continent africain (Source : Cubaminrex).

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/337561-union-interparlementaire-cuba-demande-la-fin-du-blocus-americain>



Radio Habana Cuba